

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Bovins Question écrite n° 40247

Texte de la question

M. Pierre Gascher appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de la peche et de l'alimentation sur les consequences de la crise de la « vache folle ». Les mesures d'intervention prises par l'Union europeenne depuis la mi-avril n'ont pas permis de pallier, en particulier pour les producteurs francais, ses effets dramatiques. C'est pourquoi il lui demande d'intervenir en faveur de l'elargissement du poids des animaux admis a l'intervention (420 kilogrammes par animal actuellement) et pour que le volume minimal d'achat public passe de 7 a 8 000 tonnes/semaine pour la France.

Texte de la réponse

A la demande francaise, plusieurs assouplissements ont ete apportes au regime de l'intervention depuis le debut de la crise actuelle. Il a d'abord ete decide de relever le poids maximal d'eligibilite des carcasses a 380, puis a 420 kilogrammes, et ensuite de le deplafonner totalement. Face a la determination de la Commission europeenne a revenir sur le principe de cette derogation, la France a obtenu que les animaux les plus lourds restent eligibles aux achats publics en contrepartie d'un paiement limite a un poids maximal degressif. Cependant, malgre ces assouplissements, le dispositif actuel est insuffisant pour repondre a l'ampleur des difficultes presentes. C'est pourquoi le Gouvernement a adresse, le 3 juillet 1996, a monsieur Franz Fischler, commissaire europeen en charge de l'agriculture, des propositions pour ameliorer les dispositions reglementaires applicables aux achats publics, en precisant que la fixation d'un poids maximal a ete etablie a un niveau trop bas.

Données clés

Auteur : M. Gascher Pierre Circonscription : - RL

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 40247

Rubrique : Elevage

Ministère interrogé : agriculture, pêche et alimentation **Ministère attributaire :** agriculture, pêche et alimentation

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 24 juin 1996, page 3328 Réponse publiée le : 9 septembre 1996, page 4785